

Interpellation

~~Question orale~~ de Gladys Kazadi, députée, à l'attention de M. Rudi Vervoort, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Politique de l'enseignement, des Crèches, de la Culture, des Personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire

**Concerne : Le déficit de places disponibles en crèche.**

---

Monsieur le Membre du Collège,

La petite enfance est une période cruciale du développement de l'enfant. Elle est essentielle pour son épanouissement physique, cognitif et social.

Malgré l'importance de l'accueil de la petite enfance, il existe encore une pénurie de places en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette pénurie entraîne des conséquences négatives sur la qualité de vie des parents, sur le développement des enfants et sur les inégalités sociales et territoriales.

En réponse à cette situation, la réponse annoncée de la Fédération Wallonie-Bruxelles avec le plan cigogne vise 5.200 nouvelles places d'ici 2027, dont 2.100 à Bruxelles. Alors même que les premiers résultats de ce plan se font attendre, les appels à projets lancés par l'ONE n'ont pas rencontré le succès escompté, et il manquerait 20% des places promises en Région bruxelloise, faute de candidatures.

Dans le même temps, le secteur de l'accueil de la petite enfance, notamment le secteur non subventionné, continue de subir de plein fouet les conséquences de la pandémie et les familles le coût élevé des gardes et le calvaire des longues attentes de solutions.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser les questions suivantes :

1. Quelles sont les mesures mises en place par le collège au cours de la présente législature pour soutenir le secteur de la petite enfance ?
2. Quels sont les budgets qui ont été alloués à cette politique au cours de la présente législature ?
3. Comment le gouvernement francophone bruxellois a-t-il impliqué les acteurs de terrain, les communes et les associations dans les réflexions sur la problématique dans le champ de ses compétences en la matière ?
4. Quelles sont les réflexions qui sont menées actuellement avec les communes et quelle coordination avec les autres entités pour lever tous les obstacles ?

Je vous remercie pour vos réponses,

Gladys Kazadi



Le 6 février 2024